

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

Société Anonyme au capital de 22 000 000 €
Siège social : 41, rue du Capitaine Guynemer 92400 Courbevoie
969 504 133 RCS Nanterre
www.fiducial-office-solutions.fr

Rapport Financier semestriel
Sur les comptes arrêtés au 31 mars 2019

Etat d'avancement des travaux d'audit : Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité

Sommaire :

- 1° Comptes consolidés simplifiés au 31 mars 2019
- 2° Rapport semestriel d'activité
- 3° Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier semestriel
- 4° Rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes précités

1° Comptes consolidés pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 mars 2019

I – Bilan

BILAN ACTIF (en K euros)	31/03/2019			31/03/2018	30/09/2018
	BRUT	AMORT. ET DEP.	NET	NET	NET
ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisations incorporelles	66 291	3 730	62 561	62 757	62 731
Immobilisations corporelles	12 559	9 156	3 403	4 000	3 725
Actifs financiers	3 153	17	3 136	3 089	3 088
Actifs d'impôts différés			-	-	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	82 003	12 903	69 100	69 846	69 544
ACTIFS COURANTS					
Stocks et en cours	13 527	975	12 552	12 555	12 208
Clients et autres débiteurs	51 472	769	50 703	50 183	42 982
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 896		2 896	2 253	1 427
TOTAL ACTIFS COURANTS	67 895	1 744	66 151	64 991	56 617
TOTAL ACTIF	149 898	14 647	135 251	134 837	126 161

BILAN PASSIF (en K euros)	AVANT REPARTITION		
	31/03/2019	31/03/2018	30/09/2018
CAPITAUX PROPRES			
Capital	22 000	22 000	22 000
Primes d'émission	-	-	-
Réserves consolidées	49 503	51 404	51 430
Résultat net - Part groupe	1 130	940	1 405
CAPITAUX PROPRES -PART DU GROUPE	72 633	74 344	74 835
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	72 633	74 344	74 835
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 387	3 175	3 293
PASSIFS NON COURANTS			
Passifs d'Impôts différés	303	332	337
Passifs financiers long terme	1 582	1 993	1 788
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	1 885	2 325	2 125
PASSIFS COURANTS			
Passifs financiers court terme	1 162	1 754	1 511
Dettes fournisseurs et autres dettes	56 184	53 239	44 397
Dettes sur immobilisations			
TOTAL PASSIFS COURANTS	57 346	54 993	45 908
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	135 251	134 837	126 161

II – Compte de résultat (en K euros)

	31/03/2019 (6 mois)	31/03/2018 (6 mois)	30/09/2018 (12 mois)
Chiffre d'affaires	100 856	98 138	187 456
Autres produits de l'activité		1	
Achats consommés	64 254	63 508	121 011
Charges de personnel	17 327	17 155	32 712
Charges externes	17 100	15 721	30 247
Impôts et taxes	973	1 182	2 148
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 444	1 535	2 298
Variation des stocks de produits en cours, de produits finis et production immobilisée			
Autres produits d'exploitation	1 882	2 515	3 678
Autres charges d'exploitation	- 162	- 144	- 400
Résultat opérationnel courant	1 478	1 408	2 318
Autres produits et charges opérationnels	- 311	- 435	- 795
Résultat opérationnel	1 167	973	1 523
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement financier brut	- 54	- 57	- 125
Coût de l'endettement financier net	- 54	- 57	- 125
Autres produits et charges financiers	- 6	31	23
Charge d'impôt	23	- 8	- 16
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultat net d'impôt sur les actifs non courants destinés à la vente	-	-	-
Résultat net	1 130	940	1 405
dont part revenant au Groupe	1 130	940	1 405
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		-	
Nombre d'actions	2 169 232	2 169 232	2 169 232
Résultat par action (€)	0,52	0,43	0,65
Résultat dilué par action (€)	0,52	0,43	0,65

Résultat net	1 130	940	1 405
Ecart de conversion			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		5	6
Ecart actuariels PIDR	- 78	- 25	
Autres éléments du résultat global			
RESULTAT GLOBAL	1 052	920	1 411
dont part revenant au Groupe	1 052	920	1 411
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	

III – Tableau des flux de trésorerie (en K euros)

	31/03/2019	31/03/2018	30/09/2018
Résultat net consolidé	1 130	940	1 405
Amortissements et dépréciations	376	305	1 165
Plus ou moins values de cession	- 3		- 15
Impôts différés	- 34	1	7
Variation du besoin en fonds de roulement lié a l'activité	- 3 413	- 4 523	- 2 201
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	- 1 944	- 3 277	361
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 8		- 165
Cessions d'immobilisations incorporelles			-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 44	- 158	- 273
Cessions d'immobilisations corporelles	4		14
Acquisitions d'actifs financiers	- 122	- 160	- 180
Cessions d'actifs financiers	73	71	85
Trésorerie nette sur acquisitions et cessions des filiales			
Variations dettes liées a l'acquisition des filiales			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D' INVESTISSEMENTS	- 97	- 247	- 519
Dividendes versés	- 3 254	- 3 015	- 3 015
Variation des comptes courants	7 319	7 180	3 434
Nouveaux emprunts			
Remboursements d'emprunts	- 203	- 200	- 1 002
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	3 862	3 965	- 583
VARIATION DE TRESORERIE	1 821	441	- 741
TRESORERIE D'OUVERTURE	324	1 065	1 065
TRESORERIE A LA CLOTURE	2 145	1 506	324

LIBELLE	31/03/19	30/09/18	VARIATION
Placements de tresorerie	10	10	-
Disponibilités	2 886	1 417	1 469
Toltal actif	2 896	1 427	1 469
Concours bancaires	- 751	- 1 103	352
Total passif	- 751	- 1 103	352
Tresorerie Nette	2 145	324	1 821

IV – Tableau de variation des capitaux propres (en K euros)

	Capital	Reserves	Résultat	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Capitaux propres Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 30/09/2017	22 000	52 633	2 100	- 294	76 439	-	76 439
Changements d'estimation							-
Affectation du résultat		2 100	- 2 100		-		-
Opérations sur capital					-		-
Dividendes versés		- 3 015			- 3 015		- 3 015
Resultat de l'exercice			1 405		1 405		1 405
Résultats enregistrés directement en capitaux propres					-		-
Juste valeur des instruments dérivés				6	6		6
Ecart actuariels PIDR				-	-		-
Variation de périmètre					-		-
Autres variations							-
30/09/2018	22 000	51 718	1 405	- 288	74 835	-	74 835
Changements d'estimation							-
Affectation du résultat		1 405	- 1 405		-		-
Opérations sur capital					-		-
Dividendes versés		- 3 254			- 3 254		- 3 254
Resultat de l'exercice			1 130		1 130		1 130
Résultats enregistrés directement en capitaux propres					-		-
Juste valeur des instruments dérivés					-		-
Ecart actuariels PIDR				- 78	- 78		- 78
Variation de périmètre					-		-
Autres variations							-
31/03/2019	22 000	49 869	1 130	- 366	72 633	-	72 633

V - ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS DE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS SA est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé au 41, rue du Capitaine Guynemer, 92400 Courbevoie.

Elle est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, et sur la place de Luxembourg.

Les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 comprennent la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).

L'activité du Groupe consiste principalement dans la distribution de fournitures de bureau et de mobilier de bureau aux entreprises, avec en complément et en synergie un service d'impression en ligne.

2. BASE DE PREPARATION

Les comptes semestriels du 31 mars 2019 sont établis en conformité avec les normes IFRS en vigueur dans l'Union Européenne.

Fiducial Office Solutions a décidé de présenter son tableau d'activité et de résultats sous forme de comptes condensés conformément à l'article 222-4 de l'AMF (voir, aussi la recommandation n°1999-R.01 du CNC).

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2018, à l'exception des normes, amendements et interprétations suivants, adoptés dans l'Union européenne dont l'application est obligatoire pour cet exercice :

- IFRS 9 – Instruments financiers
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

IFRS 9 « Instruments financiers » : redéfinit la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers, le modèle de dépréciation et de comptabilité de couverture. Cette norme remplace la norme IAS 39 sur les instruments financiers depuis le 1er octobre 2018 et n'a pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

IFRS 15 : « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » :

IFRS15 définit les principes de reconnaissance des revenus et remplace les normes IAS 18 – Produits des activités ordinaires et IAS 11 – Contrats de construction, et les interprétations y afférentes. La norme IFRS 15 prévoit un modèle unique en cinq étapes pour la comptabilisation du chiffre d'affaires. Elle introduit de nouveaux concepts et principes en matière de reconnaissance du revenu, notamment au titre de l'identification des obligations de performance ou de l'allocation du prix de la transaction pour les contrats à éléments multiples.

Le groupe a procédé à une analyse des transactions et contrats représentatifs réalisée pour les différentes sources de chiffre d'affaires et autres revenus au regard des nouvelles dispositions comptables. Cette analyse a mis en évidence qu'il n'y avait pas lieu de modifier les principes comptables appliqués par le Groupe en matière de reconnaissance du chiffre d'affaires. En effet, le chiffre d'affaires étant exclusivement constitué de ventes de produits de fournitures de bureau et de mobilier de bureau et de prestation de service d'impression en ligne, celui-ci reste comptabilisé, en

application d'IFRS 15, lors de la remise de la marchandise ou des produits imprimés au client (date à laquelle le contrôle des biens et services est transféré à ces derniers, les ventes ne comprenant aucune autre obligation de performance non remplie à cette date).

Les autres normes entrées en application au 1^{er} octobre 2018 sont sans objet pour le groupe.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer de façon anticipée pour les comptes consolidés 2019, les normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union Européenne mais non entrés en vigueur pour l'exercice considéré ou ceux adoptés par l'IASB mais pas par l'Union Européenne. Il s'agit de :

- IFRS 16 – Contrat de location

La norme IFRS 16 « Locations » viendra remplacer la norme IAS 17 et trouvera à s'appliquer pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. L'impact principal pour le groupe de cette nouvelle norme serait la comptabilisation d'un actif lié au droit d'utilisation des biens faisant aujourd'hui l'objet d'un contrat de location simple, et, au passif, d'une dette financière représentative de cette obligation locative.

Le recensement des contrats et la collecte des données nécessaires à l'estimation précise de l'impact sur le bilan de la première application sont en cours

Un ordre de grandeur de l'impact sur le bilan de la première application de cette norme, peut être apprécié au regard du montant des engagements contractuels et juridiques s'appliquant aux contrats de location ci-dessous :

Echéances futures en K€ (calculées au 01/04/2019)	Total	A 1 an	A 2 ans	A 3 ans	A 4 ans	A 5 ans	A + de 5 ans
Baux commerciaux	8 089	2 145	1 479	1 277	1 206	1 123	859
Contrats location véhicules	2 029	991	620	302	95	21	

Date d'arrêtés des comptes

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 27 Juin 2019.

3. METHODES COMPTABLES

A – CHOIX DES SOCIETES CONSOLIDEES

Les sociétés dans lesquelles la participation directe ou indirecte du Groupe est inférieure à 20 %, ne sont pas retenues en consolidation, ainsi que celles dont la consolidation ne présenterait pas un caractère significatif à l'échelle des comptes consolidés, du fait de leur faible importance. Toutes les sociétés retenues sont intéressées directement ou indirectement à l'un des métiers du Groupe : imprimerie et arts graphiques, fourniture et équipements de bureau.

B – METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés par la méthode d'intégration globale comprennent les comptes de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS et ceux des filiales significatives dont elle a le contrôle exclusif.

C – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Il s'agit principalement des concessions, brevets, licences et des contrats clients acquis. Sont classés dans cette rubrique les marques et les logiciels à usage interne. Pour les logiciels, les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et la durée d'utilité retenue est de 1 an.

Les anciennes parts de marché constatées dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été reclassées en goodwill (§. D) en tant qu'élément incorporel non identifiable par application des critères de reconnaissance de la norme IAS 38. Ils font l'objet de test annuel de dépréciation selon la méthode des DCF (*discounted cash-flows*) pour la détermination des valeurs d'utilité au niveau des UGT (distribution et autres activités) selon la norme IAS 36.

D – GOODWILLS

Les écarts de première consolidation représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres consolidés et la quote-part correspondante dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables des sociétés acquises à la date de prise de contrôle.

Conformément à la norme IFRS 3, ces écarts de première consolidation sont affectés en priorité aux actifs et aux passifs identifiables des sociétés concernées, et sont amortis sur la durée de vie restant à courir des immobilisations lorsqu'ils sont affectés à des immobilisations amortissables.

Par application de la norme IFRS 3, les goodwills sont inscrits dans le poste « immobilisations incorporelles ».

Conformément à la norme IFRS 3, les goodwills ne sont plus amortis. En contrepartie les goodwills font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

IAS 36 « Dépréciation d'actifs », prescrit que ce test de dépréciation soit réalisé, soit au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill a été affecté, soit au niveau de regroupement au sein d'un secteur d'activité ou du secteur géographique auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Le niveau d'analyse auquel FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS apprécie la valeur actuelle des goodwill correspond aux UGT.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée par actualisation de flux de trésorerie futurs.

La valeur de marché est appréciée au regard de transactions récentes ou de pratiques professionnelles.

Test de perte de valeur

La valeur d'utilité est déterminée par référence à la valeur des flux futurs, calculés à partir des plans à moyen terme établis par le management sur une durée de 5 ans. Au-delà de cet horizon, les flux extrapolés sont ceux de la 5ème année actualisée à l'infini, spécifique à chaque unité génératrice de trésorerie.

Ces flux de trésorerie futurs sont fondés sur des hypothèses d'évolution issues des tendances dégagées sur les exercices passés, les exercices en cours et le budget prévisionnel de l'exercice N+1 validé par le management.

L'actualisation des flux est effectuée sur la base du coût du capital avant impôt du Groupe. Ces tests de dépréciation sont effectués une fois par an.

E – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité propre des immobilisations. Les durées d'utilité appliquées sont les suivantes :

- Construction 20 et 33 ans
- Matériel et outillage, matériel informatique..... de 3 à 10 ans
- Matériel informatique destiné à la location de 2 à 3 ans
- Matériel de transport..... de 3 à 5 ans
- Mobilier, matériel de bureau de 5 à 10 ans
- Agencements, aménagements, installations de 3 à 10 ans

Contrat de location

Les contrats de location qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrat de location financement.

Les biens loués en vertu de contrats qualifiés de location financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles en contrepartie d'une dette financière de même montant, à la juste

valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Les biens correspondants sont amortis sur une durée d'utilité identique à celle des immobilisations corporelles acquises en propre.

L'activation de contrats de location financement conduit à la constatation d'impôts différés le cas échéant.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre de ces locations simples sont comptabilisés en charges opérationnelles courantes de façon linéaire sur la durée du contrat.

F – ACTIFS FINANCIERS

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont évalués au coût d'acquisition. A chaque clôture, la valeur de chaque participation est appréciée sur la base de critères économiques et financiers issus des dernières situations comptables et des perspectives de développement de ladite société. Si cette valeur est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est alors constituée.

G – STOCKS ET EN-COURS

Conformément à la norme IAS 2 «Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et leur valeur nette de réalisation.

La valorisation des stocks et en-cours au prix de revient ne concerne que les stocks de travaux en-cours et les stocks de produits finis de l'activité imprimerie. Ces stocks sont généralement d'un montant très faible.

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier prix d'achat méthode adaptée à la rotation rapide des stocks et qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO.

Le coût de revient des stocks de marchandises inclut l'ensemble des coûts constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues et prend également en compte la totalité des conditions de remises obtenues à l'achat.

H – CREANCES DOUTEUSES

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. A chaque clôture, ces créances font systématiquement l'objet d'une analyse au cas par cas en vue d'identifier spécifiquement les créances douteuses. Ces dernières font l'objet d'une dépréciation à hauteur du risque d'irrecouvrabilité calculé sur le montant hors taxes. Par ailleurs, il est constitué une dépréciation en fonction de l'ancienneté des créances.

I – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Elles sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque le cours de clôture est inférieur au coût d'acquisition.

J – REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

Conformément à IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe acquiert le contrôle, les actifs et les passifs, ainsi que les passifs éventuels identifiables, sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Selon IFRS 3, lors de la prise de contrôle d'une entreprise, la différence entre la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date de prise de contrôle et le coût d'acquisition constitue un écart d'acquisition.

Au moins une fois l'an, le Groupe met en œuvre des tests de perte de valeur au titre de ses actifs incorporels

K – IMPOTS DIFFERES SUR FILIALES ETRANGERES

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés qui sont constatés au bilan et au compte de résultat sont calculés selon la méthode du report variable et résultent :

- des charges et produits pris en compte dans le résultat fiscal au cours d'exercices différents de ceux des comptes annuels ;
- des retraitements et éliminations propres à la consolidation ayant un impact sur le résultat ou les capitaux propres.

Un crédit d'impôt au titre des déficits fiscaux reportables est constaté lorsque la société concernée devient bénéficiaire ou s'il existe une très forte probabilité qu'elle se trouve dans une situation bénéficiaire au cours des exercices suivants.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS constate un impôt différé sur les écarts d'évaluation apparaissant lors de l'acquisition d'une entreprise par le Groupe.

L – AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à la norme IAS 19, les indemnités de fin de carrière (IFC) sont évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Dans le bilan d'ouverture en IFRS du 1^{er} octobre 2004, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a décidé, en outre, d'opter pour l'exception facultative de la norme IFRS 1 permettant de remettre à zéro les écarts actuariels à la date de transition.

En dehors des indemnités de fin de carrière, il n'existe aucun autre engagement à provisionner au titre des avantages au personnel.

M - LES INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Selon les règles du Groupe, les différentes sociétés ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière.

Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du Groupe ne sont là qu'à des fins de couverture et suivent ainsi le principe de la comptabilité par couverture.

Dès l'origine un contrat swap est affecté à la couverture d'un emprunt spécifique, avec la même durée et les mêmes échéances.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux variables sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps et les Caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leurs valeurs sont enregistrées directement en capitaux propres sur la « juste valeur des instruments dérivés » sur le tableau de variation des capitaux propres.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques est calculée par l'actualisation des flux futurs de taux d'intérêts en vigueur à la date de clôture.

4 – SOCIETES CONSOLIDEES

SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT		% INTERET			METHODE DE CONSO	SECTEURS D'ACTIVITE		
NOMS	SIEGES	31/03/2019	31/03/2018	30/09/2018	31/03/2019	A	B	
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Courbevoie 92400 N° SIREN 969 504 133	SOCIETE CONSOLIDANTE					HOLDING	
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Bruxelles 1050 BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Luxemboug L 1952 Luxembourg	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL BUREAUTIQUE	Courbevoie 92400 N° SIREN 955 510 029	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL OFFICE STORES	Courbevoie 92400 N° SIREN 358 501 633	100,00	100,00	100,00	IG		*	
FOS Espagne	Barcelone 08010 Espagne	100,00	100,00	100,00	IG	*		
VEOPRINT	Courbevoie 92400 N° SIREN 430 050 641	100,00	100,00	100,00	IG		*	

A : Distribution - **B** : Autres activités - **IG** : Intégration Globale

Variations de périmètre

Aucune variation de périmètre sur la période.

5 – NOTES COMPLEMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

Note 1 – Analyse du Chiffre d’Affaires

Par type de revenus, la répartition du chiffre d’affaires est la suivante :

En milliers d'euros	31/03/2019 (6 mois)	31/03/2018 (6 mois)	30/09/2018 (12 mois)
Ventes nettes de produits	98 197	95 681	182 520
Ventes nettes de services	2 659	2 457	4 936
TOTAL	100 856	98 138	187 456

Note 2 - Données sectorielles par secteur d’activité

Conformément aux critères d’identification de la norme IFRS 8, Fiducial Office Solutions présente une information selon 2 secteurs d’activité.

Secteurs d'activité (En milliers d'euros)	31/03/2019 (6 mois)		
	Distribution	Autres activités	Total Consolidé
Chiffres d'affaires externes	96 998	3 858	100 856
Ventes intersectorielles	3 658	887	4 545
Résultat opérationnel courant	2 383	- 905	1 478
Coûts de l'endettement financier net	- 24	- 30	- 54
Autres charges et produits opérationnels	- 310	- 1	- 311
Total Actif	125 217	10 034	135 251
Total Passif (hors capitaux propres)	49 023	13 595	62 618
Charges d'amortissements	342	123	465
Autres charges calculées nettes (provisions)	177	9	186
Investissements de l'exercice	143	31	174

Secteurs d'activité (En milliers d'euros)	31/03/2018 (6 mois)		
	Distribution	Autres activités	Total Consolidé
Chiffres d'affaires externes	94 256	3 882	98 138
Ventes intersectorielles	3 780	939	4 719
Résultat opérationnel courant	2 071	- 663	1 408
Coûts de l'endettement financier	- 86	29	- 57
Autres charges et produits opérationnels	- 473	38	- 435
Total Actif	124 529	10 308	134 837
Total Passif (hors capitaux propres)	49 807	10 686	60 493
Charges d'amortissements	355	155	510
Autres charges calculées (provisions)	451	4	455
Investissements de l'exercice	310	8	318

Secteurs d'activité (En milliers d'euros)	30/09/2018 (12 mois)		
	Distribution	Autres activités	Total Consolidé
Chiffres d'affaires externes	179 780	7 676	187 456
Ventes intersectorielles	7 278	1 450	8 728
Résultat opérationnel courant	3 276	- 958	2 318
Coûts de l'endettement financier net	- 67	- 58	- 125
Autres charges et produits opérationnels	- 824	29	- 795
Total Actif	115 429	10 732	126 161
Total Passif (hors capitaux propres)	45 011	6 315	51 326
Charges d'amortissements	704	307	1 011
Autres charges calculées nettes (provisions)	312	9	321
Investissements de l'exercice	427	191	618

Note 3 - Facteurs de risque financier :

Risque de taux :

Le Groupe n'est pas exposé au risque de taux.

Les actifs financiers sont composés de comptes courants bancaires.

Risque de crédit :

Le risque de crédit est le risque qu'un débiteur du groupe ne rembourse pas sa dette à l'échéance fixée. Ce risque qui affecte principalement la catégorie des prêts et créances est suivi au niveau de chaque entité. Son évaluation s'appuie principalement sur l'analyse des créances échues et peut être complétée par une étude plus approfondie de la solvabilité de certains débiteurs.

Les créances clients ont un délai moyen de paiement qui se situe entre 51 et 58 jours selon les mois, situation stable par rapport à l'exercice précédent.

Le client le plus important représente 3 % du chiffre d'affaires.

Du fait de l'atomisation de ses clients, le groupe FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS n'a pas de risques majeurs sur ses créances et n'a donc pas souscrit d'assurance crédit.

La provision sur créance clients et comptes rattachés a évolué de la façon suivante sur l'exercice.

En milliers d'euros	30/09/2018	Dotations	Reprises	31/03/2019
Provisions sur clients et comptes rattachés	682	157	70	769

Par ailleurs, les encours échus à plus de 1 mois représentent moins de 3 % de l'encours clients brut au 31 mars 2019.

Risque de liquidité et endettement :

Le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'incapacité de rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

Le groupe estime ne pas être exposé à ce risque compte tenu de sa structure financière générale, du niveau et de la structure de son actif circulant et de son endettement, et de sa capacité à mobiliser, le cas échéant, de nouveaux financements.

Les dettes fournisseurs et autres dettes courantes sont à moins d'un an.

Risque de change :

Compte-tenu de son implantation géographique actuelle, l'exposition du Groupe au risque de change sur les opérations commerciales est très limitée et concerne essentiellement l'importation. Le risque sur les opérations d'importation payées en devises est faible compte tenu de notre exposition actuelle (de l'ordre de 0,2 M€ d'achats par mois). Néanmoins nos achats en provenance d'Asie, payés en dollars, sont couverts par des achats à terme de dollars contre euros (de octobre 2018 à septembre 2019).

Risque sur actions :

Au 31/03/2019, le groupe n'est pas exposé au risque actions.

2° Rapport semestriel d'activité

- **Les faits marquants du 1^{er} semestre 2018-2019**

Le marché des ventes de fournitures et équipements de bureaux a poursuivi ses tendances baissières en France sur les familles de produits les plus exposées à la dématérialisation des documents (classement, papier façonné, consommables informatiques, écriture, machines de bureau, ...). Les segments de diversification (produits pour les services généraux, le mobilier de bureau, ...) permettent de limiter partiellement ce mouvement.

Au 31/03/2019 et en moyenne mobile sur les 12 derniers mois, le marché adressé par les fournisseuristes est en baisse de 1,6 % (source UFIPA – Lettre de conjoncture UFIPA du marché de la papeterie et fournitures de bureau à fin mars 2019).

Dans ce contexte, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS réalise une belle performance avec une croissance de 3,5 % obtenue sur son marché principal. Cette croissance s'explique par la progression des ventes sur le Middle Market (> à 9%), par le gain de nouveaux clients et le développement de nos parts de marché auprès des centrales d'achats. On constate également une croissance sur les familles de produits traditionnelles (+5%) ainsi que sur le mobilier de bureau (+12%) et sur les services généraux (+17%).

Dans cet environnement économique, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 100,9 M€ sur l'ensemble de ses marchés, en amélioration de 2,8 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent.

Notre taux de marge s'est amélioré sur ce premier semestre grâce à un nombre plus important de produits à notre marque, une profondeur de gammes plus étendue et une augmentation du nombre de produits. Ce sont plus de 2 000 nouveaux produits qui ont été rajoutés à notre catalogue 2019.

Il en ressort que notre volume de marge atteint le niveau que nous avons envisagé pour ce premier semestre. Il est d'ailleurs en augmentation de 5,7 %, par rapport au même semestre N-1.

Les autres faits significatifs de cette période sont les suivants :

- Elargissement de l'offre produits de fournitures de bureau en partenariat avec nos fournisseurs.
La mise en place de cette nouvelle organisation a nécessité une forte mobilisation de nos équipes logistique et informatique sur le premier semestre. Cette nouvelle offre sera proposée à nos clients dès le mois de juin.
- Mise en œuvre de plusieurs actions fortes pour répondre aux attentes de nos clients en matière d'offre verte et de politique RSE, notamment au niveau de nos gammes de produits. Nous poursuivrons cette action tout au long de l'exercice pour en faire un axe central de notre démarche et de notre communication en 2020.
- Poursuite du déploiement de notre offre de factures dématérialisées auprès des clients du secteur privé. Sur la base de notre facturation de fin mars 2019 :
 - o 41 % de nos clients ont adopté la facture électronique
 - o plus de 48 % de nos factures clients ont été envoyées de manière numérique

- Le développement de notre nouvelle plateforme e-commerce a démarré comme prévu. Sur ce premier semestre nous avons affiné la stratégie et le positionnement du nouveau site. L'avancement est conforme à notre planning qui prévoit une mise en service avant la fin de l'année 2019.
- L'amélioration de la qualité est remise au centre de nos priorités. Nous revisitons une grande partie de nos process afin de limiter les coûts de non qualité dans tous les domaines. Avec cette même logique, nous attendons de nos fournisseurs que les produits soient livrés en intégralité et à la date convenue.
- La gestion rigoureuse de nos frais de fonctionnement, en adéquation avec les contraintes économiques actuelles, est toujours d'actualité.

En conséquence de quoi, le résultat opérationnel du premier semestre s'établit à 1,2 M€.

De manière synthétique les résultats et les principaux agrégats du bilan sont les suivants :

Eléments du compte de résultat en M€	31/03/2019 (6 mois)	31/03/2018 (6 mois)	30/09/2018 (12 mois)
Chiffre d'affaires H.T.	100,9	98,1	187,5
Résultat opérationnel courant	1,5	1,4	2,3
<i>Soit en % du CA</i>	<i>1,47%</i>	<i>1,40%</i>	<i>1,24%</i>
Résultat opérationnel	1,2	1,0	1,5
Coût de l'endettement financier net	-0,1	-0,1	-0,1
Autres produits et charges financiers	0,0	0,0	0,0
Charge d'impôt	0,0	0,0	0,0
Bénéfice consolidé part du groupe	1,1	0,9	1,4

Eléments du bilan en M€	31/03/2019	31/03/2018	30/09/2018
Actifs non courants	69,1	69,8	69,5
Actifs courants	66,2	65,0	56,6
Capitaux propres part du groupe	72,6	74,3	74,8
Provisions pour risques et charges	3,4	3,2	3,3
Passifs non courants	1,9	2,3	2,1
Passifs courants	57,3	55,0	45,9
Total du bilan	135,3	134,8	126,2

Principaux éléments du tableau des	31/03/2019	31/03/2018	30/09/2018
Capacité d'autofinancement (CAF)	1,5	1,2	2,6
Variation du BFR	-3,4	-4,5	-2,2
Cash-flow opérationnel	-1,9	-3,3	0,4
Investissements	-0,1	-0,2	-0,5
Opérations de financement	3,9	4,0	-0,6
Variation de trésorerie	1,8	0,4	-0,7

La structure financière de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS reste solide au 31/03/2019, avec des capitaux propres de 72.6 M€ et des passifs financiers à long terme de 1,6 M€

- **Evènements exceptionnels du semestre et évènements postérieurs**

En dehors des éléments présentés ci-dessus, aucun autre événement de nature exceptionnelle n'est intervenu au cours du semestre.

Les risques identifiés ont fait l'objet d'une provision dans les états financiers.

- **Perspectives pour les 6 derniers mois de l'exercice**

Pour FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS, les chiffres d'affaires des mois d'avril et de mai 2019 confirment les bonnes tendances du premier semestre et notre croissance reste supérieure à l'évolution de notre marché.

Malgré une activité commerciale mieux orientée depuis quelques mois, nous poursuivons une gestion prudente pour la fin de notre exercice comptable.

L'essentiel de nos efforts portera sur :

- la finalisation de notre nouveau site internet, pour un lancement prévu avant la fin de l'année 2019,
- Le lancement de l'offre élargie, visible et accessible par nos clients dès le mois de juin 2019 sur l'actuel site internet fos.com,

Pour l'exercice 2018/2019, nous prévoyons un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 195 M€ et un résultat opérationnel consolidé en amélioration.

3° Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

A ma connaissance j'atteste que les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Fiducial Office Solutions et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. J'atteste également que les informations comprises dans le rapport semestriel d'activité présentent un tableau fidèle des évènements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels et qu'il en est de même pour les informations de caractère prévisionnel pour les six mois restant de l'exercice.

Jean-Claude CARQUILLAT
Président et Directeur général

4° Rapport des contrôleurs légaux

CABINET ESCOFFIER
40 rue Laure Diebold
69009 LYON

CABINET BOREL & ASSOCIES
17 rue Louis Guérin
69626 VILLEURBANNE CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 31 MARS 2019

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société **FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS**, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 mars 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Lyon et Villeurbanne, le 28 juin 2019

Les Commissaires aux Comptes Inscrits

Pour le Cabinet ESCOFFIER

Pour le Cabinet BOREL et ASSOCIES

Serge BOTTOLI

Olivier DURAND